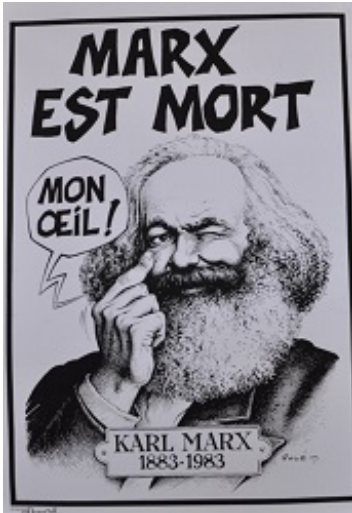


la "LUTTE DES CLASSES", c'est dépassée qu'ils disent !

21 février 2014



Robert GIL

Ce gouvernement, comme le précédent et les autres avant lui, déverse dans un puit sans fond des aides, des subventions, des allègements d'impôts, des ..., enfin bref, des cadeaux sans contrepartie à une petite clique de privilégiés qui ruinent la France. Depuis des années on nous fait croire que ces milliards doivent « inciter » le patronat à investir et à embaucher, mais depuis des années, les grandes entreprises, celles qui exportent et qui n'ont que le mot « compétitivité » à la bouche, dépensent plus en dividendes reversés qu'elles n'investissent !

« Choc », « pacte », « compétitivité », « confiance »..., ces mots tournent en boucle, du patronat au gouvernement, en passant par les « économistes ». Après traduction, il faut comprendre que les salariés dans ce pays sont trop payés, ne travaillent pas assez et profitent indûment d'une des meilleures protections sociales encore existantes en Europe. S'il y a du chômage, des licenciements, des fermetures d'entreprises, des suppressions d'emplois, ne cherchez plus, c'est parce qu'on n'est pas assez « compétitifs », et les français sont des fainéants !

Et Hollande avec son gouvernement, en signant le nouvel accord de « responsabilité », ne se cache même plus de rouler pour le Medef. Il réalise les souhaits du patronat en annonçant la fin des cotisations familiales, ce qui représente un cadeau de 35 milliards et une attaque sans précédent contre la sécurité sociale et toute la branche famille ! Le tout sans rien demander en échange, car les modalités qui contraindraient le patronat à une contrepartie ne sont pas encore établies, on fait des cadeaux et ensuite on verra si ces messieurs du CAC40 veulent bien faire un geste !

Depuis déjà 30 ans on sait pertinemment que les diminutions d'impôt, de cotisations et tout autre cadeau aux entreprises n'ont pas créé un seul emploi. Plus on allège le prétendu « coût du travail », et plus on crée du chômage, chercher l'erreur ! [Et Gattaz le président du Medef](#) réclame maintenant 100 milliards d'allègements supplémentaires ! Alors ceux qui pensent que la lutte des classes c'est dépassé, doivent se rendre compte que pour les plus riches elle n'a jamais été autant d'actualité, mais que contrairement aux classes populaires, les plus riches se battent avec vigueur et acharnement. Si les salariés ont baissé les bras ce n'est pas le cas de ceux qui les exploitent !

Les exonérations de cotisations sociales pour le patronat ouvrent la voie à un véritable hold-up sur la partie de nos salaires versée directement par les employeurs, pour assurer à chacun des services sociaux de qualité. Et l'on voudrait nous faire avaler cela au nom d'un prétendu « pacte social » et de la « solidarité nationale » ou même de « patriotisme », un vocabulaire qui rappelle le temps des guerres, et c'est en l'occurrence une vraie

guerre sociale qui est ainsi lancée contre les classes populaires. Les couches populaires sont attaquées sur trois fronts : les dépenses quotidiennes, la protection sociale et l'accès aux services publics. Le changement promis par Hollande, c'est en pire !

La réduction des dépenses publiques va encore dégrader les hôpitaux, l'Éducation, les transports, et priver les collectivités de ressources indispensables pour la population. Il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement socialiste montre à quel point il est prêt à s'aplatir face au patronat, et est capable des pires attaques contre les travailleurs.

La logique du système capitaliste est qu'il faut financer l'investissement du privé de façon prioritaire, mais **au détriment de l'investissement public**. D'une part, on fait l'impasse complète sur le coût du capital et les prélèvements financiers des entreprises, c'est-à-dire les intérêts et les dividendes aux actionnaires. D'autre part, pourquoi ces mesures concernent-elles toutes les entreprises, alors que logiquement la compétitivité ne concerne que celles qui sont impactées par la mondialisation ? L'on peut craindre que les cadeaux faits aux sociétés ne servent une nouvelle fois qu'à la distribution de dividendes et non à l'investissement, et encore moins à l'emploi !

<http://2ccr.unblog.fr/2014/02/14/la-lutte-des-classes-cest-depassee-qu...>